L’interdiction du chalutage profond sera votée ce matin au Parlement européen

Hier soir, un débat opposant les principaux opposants et défenseurs d’une interdiction du chalutage profond a eu lieu dans l’hémicycle. Ce débat intervenait après la réunion de groupe des Socialistes européens au cours de laquelle une très forte majorité de délégations socialistes a exigé que le rapporteur, le grec Kriton Arsenis, recommande un vote positif en faveur de l’interdiction du chalutage profond. Les défenseurs des lobbies industriels, la députée PS Isabelle Thomas en tête, s’est indignée que le rapporteur casse le compromis trouvé en Commission de la Pêche et voté le 4 novembre.

Le fonctionnement des groupes politiques…

…est fait de telle sorte que la recommandation de vote pour l’ensemble du groupe est fonction de la majorité des membres. « Il se trouve qu’Isabelle Thomas est une fois de plus, après le vote de la Politique Commune de la Pêche, en train de mener la délégation socialiste française au casse-pipe en leur recommandant de voter contre la plupart des Socialistes européens » réagissait Claire Nouvian, fondatrice de BLOOM. « *Il ne reste plus qu’à espérer que certains eurodéputés PS français refusent ce suicide politique à quelques mois des élections municipales et européennes et votent selon leur jugement et non selon la ligne définie par une élue de Bretagne qui y trouve son compte personnellement.* »

Un autre élu de Bretagne…

…le député UMP Alain Cadec s’est également exprimé contre l’interdiction du chalutage profond. « Le comportement des élus de l’Ouest n’indique pas la moindre prise en compte de la

mobilisation de plus de 750 000 Français en faveur de l'interdiction du chalutage profond, pourtant nous avons un nombre très important de signatures venant de Bretagne ! » s'exclamait Victoire Guillonneau, chargée de campagne chez BLOOM. « *Alors que les politiques, y compris le Président de la République, font la sourde oreille à la demande des Français d'éliminer les méthodes de pêche les plus destructrices, les enseignes de la grande distribution, elles, les entendent* » notait Claire Nouvian en faisant référence à l'annonce de Carrefour le 9 décembre au soir de retirer progressivement, d'ici juin 2014, les espèces profondes de ses étals.

Plus d'infos:

L'équipe de BLOOM suivra le vote au Parlement et sera joignable pour des réactions.

PS : BLOOM est en train de préparer une Nième réponse factuelle aux attaques diffamatoires et infondées des lobbies.

PS 2 : La réponse de Greenpeace au Président de la Région Bretagne, M. Pierrick Massiot, qui avait pris la liberté d'envoyer un courrier erroné aux eurodéputés : http://bloomassociation.r.mailjet.com/redirect/dn4nhqd7n25l2vsz8rqjoo/rennes.greenpeace.fr/ocean-lettre-a-m-le-president-de-la-region-bretagne-patrick-massiot/